



Décision n° 2018-322

autorisant un rassemblement automobile
sur voies ouvertes à la circulation du public
dans le territoire du Parc national du Mercantour

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU les articles L.331-4-1, L. 331-10, L.331-26, R.331-66 et R.331-68 du code de l'environnement,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national et la modalité 32 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU le dossier d'autorisation préfectorale déposé par M. ZANIROLI – ASA Auto Verte déposé le 22 mai 2018 et transmis le 20 juillet 2018 à l'Établissement public du Parc national du Mercantour à la faveur d'une modification d'itinéraire prévu,

Considérant que l'itinéraire modificatif de la manifestation emprunte exclusivement des voies ouvertes à la circulation publique des véhicules terrestres motorisés et que les modalités d'organisation portées à la connaissance de l'Établissement public du Parc national apparaissent conformes à la modalité n°32 d'application de la réglementation dans le cœur,

Considérant que cette manifestation consiste en un rassemblement automobile organisé dont les véhicules participant vont s'insérer dans la circulation publique des autres véhicules et usagers non motorisés (cyclistes) de la route touristique de la Cayolle,

Considérant que la circulation des véhicules terrestres à moteur génère des nuisances sonores non négligeables liées au bruit des moteurs additionné aux bruits de roulement, comme en témoigne l'étude acoustique réalisée à l'automne 2017 sur une route de montagne similaire située dans le cœur du parc national,

Considérant que ces nuisances sonores sont amplifiées par des effets d'écho et de réverbération des sons contre les parois rocheuses formant la topographie des lieux, amplifiant leur durée et leur propagation jusqu'en des lieux éloignés de la route elle-même,

Considérant que l'objectif I de la Charte définit le cœur du Parc national comme « *un espace de découverte, de quiétude, de ressourcement et d'inspiration* », où « *le cœur du parc se visite en tout premier lieu à pied* » et où « *les pratiques sportives ou de loisir qui sont promues dans le cœur accordent une large place à la contemplation et à la lenteur. Elles préservent, en tous lieux et conditions, le calme des lieux* »,

Considérant que la modalité 32 d'application de la réglementation indique que « *le directeur prend en compte notamment les impacts de la manifestation projetée sur le milieu naturel, les habitats naturels, le dérangement des animaux ainsi que le respect de l'environnement et des autres usagers dans l'organisation de la manifestation* »,

Considérant à ce titre, qu'il convient de réduire l'impact de la manifestation par des mesures contrôlables de réduction de la vitesse et d'effectifs de participants en circulation,

Décide

Article 1-

L'Association sportive automobile « Auto Verte », représentée par son président Monsieur ZANIROLI Patrick et la société Patrick Zaniroli Promotion (PZP), représentée par Madame ZANIROLI Viviane, ci-après désignées « les bénéficiaires », sont autorisées aux conditions définies aux articles suivants, à organiser un rallye de régularité automobile dénommé « 3^{ème} TROPHEE DES ALPES » dont l'itinéraire traversera le cœur du Parc national par le col de la Cayolle.

Cette randonnée automobile est réservée aux voitures commercialisés jusqu'en 1993.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la date du lundi 10 septembre 2018 sur les routes départementales n°2202 (Entraunes, 06) et n°902 (Uvernet-Fours, 04).

Article 3 :

La manifestation décrite par le bénéficiaire dans son dossier est prévue dans les conditions suivantes :

- *nature de l'épreuve : rallye de régularité ;*
- *absence de spectateurs (parcours secret) ;*
- *nombre maximal de participants prévu : 120 véhicules (règlement) 95 (Cerfa préfectoral)*
- *moyens motorisés de l'organisation : 15 véhicules*
- *itinéraire de l'étape se déroulant pour partie en cœur de parc :*
* *Cavalaire-sur-Mer → (...) → Entrevaux → Guillaumes → Entraunes → Estenc (entrée en cœur du parc) → col de la Cayolle → Bayasse (sortie du cœur de parc) → Uvernet-Fours → Barcelonnette → (...) → Briançon.*

Article 4 : prescriptions générales

Dans le cœur du Parc national, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes :

- 4.1. L'établissement de zone de regroupement ou de ravitaillement n'est pas autorisé dans le cœur du Parc national.
- 4.2. L'usage des avertisseurs sonores des véhicules est interdit dans le cœur du Parc national, hors cas de danger immédiat et sans prolongation intempestive.
- 4.3. L'effectif maximal admis dans le cœur du Parc national, y compris les moyens motorisés de l'organisation, **n'excédera pas 100 véhicules.**
- 4.4. Sur les tronçons d'itinéraire situé dans le cœur du Parc national, la **vitesse maximale instantanée de circulation des participants est limitée à 50 km/h.**

4.5. Au moins **3 contrôles de vitesse instantanée** seront réalisés par le Tripy sur la portion d'itinéraire traversant le cœur du Parc national. Tout dépassement de la vitesse sera sanctionné conformément au règlement de la manifestation.

Les bénéficiaires transmettront l'ensemble des résultats des contrôles au directeur du Parc national du Mercantour au maximum 24H après le passage de la manifestation dans le cœur, ainsi qu'un bilan des éventuelles sanctions appliquées en cas de dépassement.

Article 5 : prescriptions relatives à l'information des participants

Le bénéficiaire est également tenu de mettre en œuvre les prescriptions suivantes, à destination des participants au rallye :

5.1. L'entrée et la sortie de la zone cœur de Parc seront indiquées dans les road-book et autres outils individuels de visualisation des itinéraires (cf. article 3).

5.2. La copie du courrier du directeur de l'Établissement public du Parc national annexé à la présente décision et un exemplaire de la plaquette transmis concomitamment seront distribués aux participants lors du briefing de départ, pour attirer leur attention sur le fait qu'ils traversent un espace protégé d'une valeur patrimoniale et paysagère exceptionnelle. Il y sera également précisé la réglementation générale qui s'y applique (cf. article 7).

Article 6 : prescriptions relatives à la prise d'images et de sons

La présente décision vaut autorisation de prise d'images et de sons dans un cadre professionnel ou à but commercial, aux conditions suivantes :

6.1. Les bénéficiaires remettront aux professionnels chargés des prises d'images et de sons, une attestation ou accréditation nominative à produire en cas de contrôle sur site.

6.2. L'autorisation de prise d'images et de sons est exclusivement réservée à la couverture médiatique du rassemblement à l'exclusion de tout autre sujet.

6.3. Les prises d'images et de sons autorisées sont exclusivement réalisées à partir de moyens techniques terrestres. Tout survol d'aéronef motorisé (y compris drone) à moins de 1000 mètres du sol à des fins de prise d'images aériennes n'est pas autorisé en cœur de Parc national.

Article 7 :

Les bénéficiaires et les participants à l'épreuve devront adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation générale du cœur de Parc national, notamment en ce qui concerne les interdictions suivantes:

- pas d'introduction de chiens. Ceux-ci devront rester dans le véhicule en cas d'arrêt ;
- pas de publicité ;
- pas d'inscription, graffiti, marquage permanent ou temporaire au sol, sur les arbres, sur les rochers ou tout autre élément fixe naturel ou artificiel ;
- pas d'abandon de déchets, détritiques ;
- pas de survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol, y compris drone et même en-dehors du cadre professionnel ou d'un objectif commercial.

Article 8 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition des agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

La présente décision ne vise qu'à limiter l'impact du rassemblement sur le milieu naturel, la faune et la flore sauvages ainsi que sur le caractère du parc. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assurée par le Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires, seuls organisateurs de ce rassemblement, en assumant la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

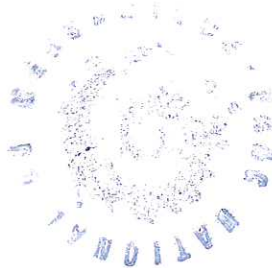
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 11 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 20 août 2018



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER